

GHOULAMALLAH AUX AGHRIBS :

«Je ne suis pas porteur d'une mosquée dans ma tête»

Hier, le ministre des Affaires religieuses, Ghoulamallah, a fait une escale de près de 2 heures dans la commune des Aghribs, à 45 km à l'est de Tizi Ouzou.

L'objet de sa visite consacre exclusivement l'officialisation de la construction d'une nouvelle mosquée dans la nouvelle-ville, au chef-lieu de commune Agouni Chergui.

Ce nouveau lieu de culte, qui s'étend sur l'impressionnante superficie globale de près de 6 000 m², a reçu l'aval du premier magistrat de la municipalité qui lui a déjà affecté une assiette à cet effet.

L'essentiel de la visite a été consacré à des interventions donnant lieu à un débat passionnant entre le ministre et le wali de Tizi-Ouzou, d'un côté, le maire de la localité Yermèche, le député RCD Aïder, le sénateur de même obédience, Ikharbane, d'un autre côté, devant une nombreuse assistance à la salle des réunions du siège de l'APC.

La teneur de leurs propos, qui ont reçu un consensus général des deux parts, faut-il le dire, met en exergue la nécessité de délimiter les contours de ce projet sur les plans physique, ou l'architecture du bâti, et pédagogique et quelques autres points inhérents à son fonctionnement et son financement, et ce, tout en souhaitant, notamment côté local, ne plus revivre le scénario vécu par la localité dans un passé récent, lors de la reconstruction d'une nouvelle mosquée au village Aghribs.

Le premier à intervenir dans ce sens étant le maire qui, en souhaitant la bienvenue à ses hôtes, a déclaré : «Le projet de construction d'une mosquée est le bienvenu, personne ne peut être contre. D'ailleurs, la construction d'un lieu de culte est prévue dans la nouvelle ville d'Agouni Chergui depuis plus de 20 ans. Cela fait partie de notre culture et de nos mœurs. Nous comptons 17 villages dans la commune et chacun a sa propre mosquée et parfois deux. Mais ce sont des mosquées qui intègrent le décor local et qui activent à valoriser nos traditions ancestrales, non à tout importer.»

Le sénateur Ikharbane insistera sur «la nécessité

de doter la mosquée d'une architecture locale et de bien veiller à ce qu'elle ne dévie pas de sa vocation première. Cette région n'est pas contre la construction d'une mosquée, d'ailleurs beaucoup d'ulémas en sont originaires. Simplement, nous veillons à ce que les mosquées ne soient pas utilisées à d'autres fins. Cette région a lutté pendant près de 20 ans contre leur utilisation à des fins politiques, et récemment, elle était seule contre des gens qui ont voulu tout renier et rejeter. Par ailleurs, c'est une localité très pauvre et nous profitons de cette occasion pour demander aux autres ministres de programmer d'autres projets à même de porter la création d'emploi comme but prioritaire.»

Le ministre, lors de son allocution, a remercié le maire pour l'assiette de terrain et s'est étalé sur la nécessité de préserver la religion en évitant sa déviation à d'autres fins.

Concernant le modèle de bâti, il a précisé : «Je suis moi-même contre l'importation de modèles de mosquée et, vous savez, je ne suis pas porteur d'une mosquée dans ma tête. Je suis venu pour vous aider à réaliser votre mosquée et constituer une association religieuse composée des membres des 17 villages qui s'occupera de tout le projet dans son volet architectural ou autre.»

Le wali de Tizi-Ouzou a abondé sur ce fait et sur le chapitre financements



Ghoulamallah, ministre des Affaires religieuses.

avant d'être repris par le ministre qui parlera d'une éventuelle extension de ladite construction pour bâtir une salle de lecture ou autres. Et c'est alors

que le député Aïder est intervenu pour dire : «Pour le moment, nous nous en tiendrons à une mosquée et un logement pour l'imam. C'est ce dont nous avons besoin, mais d'autres projets dans d'autres secteurs seront les bienvenus dans une région réellement meurtrie.»

Avant de quitter Aghribs, le ministre a fait une courte visite à la mosquée de Sidi Djaffar qui a fait l'objet de vives attaques par des groupuscules identifiés comme étant des salafistes, avant que tout le village ne s'unisse pour sa reconstruction.

Signalons que les citoyens ont refusé. Ils estiment que les caméras de l'ENTV filment, estimant que l'Unique a couvert d'une manière «sournoise» les derniers événements survenus dans le pays.

F. Boudjema

PROCÈS DE L'ANCIEN SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA COUR D'ALGER

Cinq ans de prison ferme requis par le parquet

Les avocats de la défense ont entamé leurs plaidoiries dans l'affaire de l'ancien secrétaire général de la cour d'Alger. En fin d'après-midi, le représentant du ministère public a fait son réquisitoire en requérant à l'encontre du mis en cause cinq années de prison ferme.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - M. Benhalla Amine, faut-il le rappeler, est poursuivi, selon l'accusation, pour des chefs d'inculpations de «dépense de biens publics et de conclusion de marchés contraires à la législation» ayant causé d'importants dommages matériels à la cour.

D'après l'arrêt de renvoi, il est reproché au mis en cause «de faux en

écriture, de surestimation des factures et d'abus de pouvoir».

Les transactions conclues concernaient le renouvellement du mobilier des bureaux de la cour, la réparation des équipements informatiques et la fourniture de tous les articles de papeterie qui ont coûté au ministère un montant estimé à 7 383 273 DA, selon l'arrêt de renvoi.

L'affaire a débuté lorsque le procureur général de la cour d'Alger avait porté plainte portant sur les dépassements relevés dans le rapport de la commission d'inspection du ministère de la Justice depuis sa prise de fonction en 2001. Le rapport fait état de falsification et de trou financier lors de l'édification de la nouvelle cour d'Alger. Le rapport révèle aussi que les registres de l'activité de la cour pour les années 2001/2002/2003 ne portaient ni numérotation ni signature et les documents de comptabilité étaient erronés.

A. B.

ÉNERGIES RENOUVELABLES

Le FLN plaide pour la valorisation des technologies nouvelles

Le FLN a plaidé pour la nécessité d'accorder tout l'intérêt aux énergies renouvelables, notamment solaire, afin de bâtir une économie hors hydrocarbures solide. Des propos tenus par le secrétaire général du FLN lors d'une rencontre organisée conjointement avec l'UGTA sur «l'importance des technologies nouvelles».

Cette rencontre a permis aux experts, universitaires et cadres du parti d'examiner les moyens de développer les énergies renouvelables en Algérie.

Il a appelé, à ce propos, à «consacrer une part importante des

recettes des hydrocarbures au développement de la recherche scientifique afin d'acquérir la maîtrise des énergies renouvelables, notamment solaire, et mettre fin à la dépendance dans le domaine économique».

Ainsi, sur la question de l'énergie solaire, M. Belkhadem a insisté sur la nécessité du choix de technologies adéquates afin d'éviter de faire de l'Algérie un champ d'expériences».

Il a également estimé nécessaire le développement de l'énergie nucléaire, tout en maîtrisant les technologies qui permettent d'en faire un usage sécurisé pour éviter de faire courir des risques à l'homme et à l'environnement.

De son côté, le secrétaire général de l'UGTA, Abdelmadjid Sidi Saïd, a indiqué que l'Algérie a besoin de toutes ses ressources humaines pour tracer un programme national visant le développement des énergies renouvelables.

A ce propos, il a plaidé pour une coordination entre toutes les compétences nationales, rappelant l'engagement de l'Union à apporter sa contribution à relever ce défi.

Abder B.